

# Le monde change, pas la Suisse

Autor(en): **Gavillet, André**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **24 (1987)**

Heft 880

PDF erstellt am: **15.05.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1019855>

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

## Le monde change, pas la Suisse

Donc, les élections nationales ont eu lieu, en petit comité. Une fois de plus, les abstentionnistes sont le parti majoritaire. Au lamento traditionnel sur ces indifférents qui ont tort, il faut ajouter ceci.

A part cette "masse", cette "base" (les termes chargés autrefois d'idéologie révolutionnaire vont comme un gant aux abstentionnistes), il faut compter le million d'étrangers, le quart de notre population active, dont les adultes sont sans voix civiques. Aux abstentionnistes de vocation, suisses, s'ajoutent les abstentionnistes par obligation, les étrangers. Ceux qui votent sont donc deux fois minoritaires.

Ce constat dépasse la simple statistique électorale; le glissement vers le corporatisme politique est évident.

Plus que jamais, ce fut la dominante de ces élections. Les partis cherchent à faire le plein de leur clientèle potentielle, non pas regroupée sur quelques projets à promouvoir, mais dispersée, éclatée en petits cercles d'intérêts que chaque candidat est autorisé, invité, à attirer. Se multiplient les lettres ciblées, les "tarifs" publics ou privés. Les partis dont la vocation devrait être polyvalente deviennent de la sorte multicorporatistes. Ils ne regroupent plus des généralistes, mais des spécialistes de causes diverses et juxtaposées.

La télévision a rendu évidente, de manière presque caricaturale, l'absence de débat véritablement politique (voir en page deux). Encore est-elle un lieu de confrontation! Ailleurs, notamment dans le canton de Vaud, tout débat contradictoire sérieux a été décommandé (la fuite en arrière) par les partis de droite.

Plusieurs politologues avaient imaginé un scénario de changement, dont ils firent même un livre. Ils envisageaient une forte avance des verts, qui, avec un parti socialiste inentamé, des indépendants et des écologistes élus sur des listes du

centre-droit rendraient possibles des majorités de rechange.

C'est ce scénario qui ne s'est pas réalisé: en Suisse allemande parce que l'affaiblissement des partis gouvernementaux a touché notamment le parti socialiste, et que la poussée verte est faible; en Suisse romande parce que la poussée verte n'a pas eu lieu.

L'échec de plusieurs femmes, le glissement du canton de Neuchâtel qui était un exemple d'ouverture civique, dans la banalité des ententes centre-droit confirment l'absence de mobilisation sur des projets porteurs.

Le Conseil des Etats, encore plus (si c'est possible) bicolore et conservateur (Monika Weber n'y fera pas le printemps) est renforcé dans sa position de verrouilleur.

Or, des échéances difficiles, à la mesure de l'histoire, attendent la Suisse. Il faut notamment regretter que le débat sur l'Europe ait été escamoté par la question journalistique, formulée de manière simpliste, sur l'adhésion à la CEE oui ou non.

Mais la nécessaire adaptation à l'Europe, quelle que soit la voie d'approche choisie, exigera beaucoup de recul par rapport à nos intérêts les plus immédiats. Cette hauteur de vue n'a pas sa traduction politique; nulle indication n'est donnée au Conseil fédéral, trop enclin déjà au terre-à-terre.

La préoccupation n'est pas partisane, nullement une question de couleur, de sexe des élus, de sièges gagnés-perdus.

Un petit pays, surtout s'il est parmi les plus riches du monde, doit, pour justifier sa raison d'être, faire la preuve de son exemplarité, de sa capacité de remettre en cause les privilèges abusifs, de s'adapter. Quatre ans vont passer. De la stabilité à l'immobilisme: que personne ne bouge!